

*que  
sais-je?*

# LES FLUCTUATIONS ÉCONOMIQUES

MAURICE FLAMANT



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

QUE SAIS-JE ?

*Les fluctuations  
économiques*

MAURICE FLAMANT

Professeur de Sciences économiques  
à l'Université de Paris-I  
(Panthéon-Sorbonne)



## DU MÊME AUTEUR

- Théorie de l'inflation et politiques anti-inflationnistes, Dalloz, 1952, 232 p.  
Histoire économique et sociale contemporaine, Editions Montchrestien,  
1976, 647 p. avec *Compléments et mise à jour* 1985, 72 p.  
L'inflation, PUF, coll. « Que sais-je ? » (n° 1460), 6<sup>e</sup> éd., 1983 (trad. alle-  
mande, espagnole, japonaise et portugaise).  
Les crises économiques (en collaboration avec J. Singer-Kérel), PUF, coll.  
« Que sais-je ? » (n° 1295), 5<sup>e</sup> éd., 1983 (trad. anglaise, arabe, espagnole,  
italienne et japonaise).  
Le libéralisme, PUF, coll. « Que sais-je ? » (n° 1797), 1<sup>re</sup> éd., 1979.

ISBN 2 13 039125 7

Dépôt légal — 1<sup>re</sup> édition : 1985, décembre

© Presses Universitaires de France, 1985  
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

## INTRODUCTION

Chaque fois qu'un agent économique, en quelque domaine d'activité que ce soit, pèse les termes d'une décision importante, il est amené à s'interroger : la situation actuelle — qu'elle soit bonne ou médiocre — va-t-elle se maintenir ? Annonce-t-elle la fin d'une relative prospérité ? et présage-t-elle ainsi une aggravation, voire une crise ? ou bien — au contraire — permet-elle d'espérer une reprise, c'est-à-dire l'espoir d'un mieux, un nouvel essor ?

Ces interrogations résultent de l'expérience la plus commune : l'activité économique, dans son niveau d'ensemble comme dans celui de chacune de ses composantes, varie sans cesse. Or ces changements ne sont pas capricieux, totalement aléatoires. Ils ont entre eux bien davantage de consistance que les résultats des jeux de casino ou même que les observations météorologiques ; ils s'intègrent dans des vagues ascendantes ou descendantes de l'activité. C'est l'ensemble de ces mouvements que l'on désigne sous le nom de *fluctuations économiques*. L'usage de cette appellation est relativement récent ; aussi appelle-t-elle des explications.

De temps immémoriaux, on avait observé qu'heur et malheur, du moins dans l'ordre matériel, n'arri-

vaient jamais seuls. Ainsi pleuvait-il souvent là où le sol était encore humide de la dernière ondée ; au contraire, une sécheresse commençante risquait non seulement de paraître mais d'être effectivement interminable. De la sorte, plusieurs années de vaches grasses succédaient à d'autres au cours desquelles ces bestiaux avaient été bien maigres. C'est ce que « l'homme de la Sagesse », Joseph (Genèse, 40-41), avait déjà compris. Durant des millénaires — une dizaine probablement — tant qu'une agriculture d'abord primitive mais demeurée, même bien plus tard, rudimentaire constitua la quasi exclusive activité des hommes, les aléas du climat faisaient se succéder, irrégulièrement d'ailleurs, de passables récoltes et des pénuries dévastatrices, les moissons abondantes ne représentant qu'une miraculeuse exception. Car les médiocres techniques alors en usage n'auraient pas permis de tirer parti des plus grandes faveurs du ciel.

Ces accidents de l'agriculture donnèrent de bonne heure aux hommes l'idée de *crise*. Non seulement parce que ces difficultés, relevant fortement le prix des denrées, éprouvaient toute la population, mais aussi parce que les activités non agricoles en subissaient le contrecoup ; en effet, le renchérissement de l'alimentation contraignait chacun à dépenser davantage pour se nourrir et, par suite, à restreindre ses achats d'autres marchandises. Il s'ensuivait une mévente des produits de l'artisanat et une réduction de l'activité du commerce, ce qui plongeait ces secteurs dans le marasme.

La hausse des prix agricoles — cette infortune pour les consommateurs — aurait dû au moins avantager les agriculteurs. Mais la médiocrité des quantités vendues, l'imperfection des transports, les douanes intérieures qui — dans l'ancienne France, par exemple — séparaient les provinces et interdisaient la cir-

culation des « grains », en bref : l'absence d'un grand marché des denrées alimentaires limitait le plus souvent, en pareil cas, le relèvement des revenus agricoles.

Les bonnes récoltes mêmes, s'il en survenait, n'étaient pas synonymes de prospérité générale. La précarité des possibilités de stockage provoquait certes une baisse des prix ; mais celle-ci n'augmentait que faiblement la vente des produits. Car la demande de comestibles est peu élastique par rapport à leurs prix — elle n'augmente guère quand ils baissent — surtout à une époque où les produits sont peu variés. Dès la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, G. King l'avait souligné : par suite de cette inélasticité, les variations du prix du blé étaient d'une ampleur bien plus grande que celle des quantités récoltées. Ainsi les belles moissons faisaient-elles s'effondrer les prix.

Les agriculteurs constituaient alors la grande majorité de la population ; la chute des prix, en réduisant leur pouvoir d'achat, contractait fortement la demande de marchandises non agricoles. Si bien que, dans une telle structure économique, toute variation importante du revenu agricole, quelle qu'en ait été la cause, commandait l'ensemble de la situation, sans contrepoids possible de la part des revenus des autres activités. Les à-coups du climat retentissaient par transmission indirecte, jusque dans les branches les plus éloignées de l'agriculture et, en particulier, dans le commerce. Chaque crise émanait ainsi de l'agriculture. Ce type d'accident, propre à une économie non encore industrielle, s'est reproduit, des siècles durant, au gré des pluies et du gel. Il s'est même poursuivi, en bien des pays, au xix<sup>e</sup> siècle : les années 1845-1846 ne marquèrent-elles pas la dernière famine qui se soit produite, en temps de paix, en Europe occidentale ?

Certains historiens ont donné aux difficultés que nous venons de décrire le nom d'ailleurs discutable, de par sa connotation politique, de « crises d'ancien régime » ; ceci pour les distinguer des crises proprement capitalistes inaugurées au XIX<sup>e</sup> siècle. Car tout ceci avait commencé à changer progressivement dans la première moitié de ce siècle. En 1816, en 1825, en 1836, en 1847, l'économie du pays le plus industriel — le Royaume-Uni — ainsi que celle de quelques autres pays engagés dans la même « révolution » connurent une série d'accidents récurrents ; ils se produisirent selon une périodicité, on le constate par les dates, quasi décennale. Fait curieux — nouveau en tout cas —, ils ne traduisaient plus des pénuries mais, au contraire, un engorgement des marchés, aggravé de resserrements monétaires et financiers : les marchandises surabondaient cependant que l'argent, se cachant, se faisait rare et se prêtait moins ; ou plus chèrement. Jusqu'alors les catastrophes s'étaient surtout traduites par des hausses intenses des prix ; c'était leur chute qui désormais devenait la marque de la crise. Ceci inaugurerait un type — original pour l'époque — de difficultés ; celles-ci atteignirent parfois une grande intensité.

Des crises proprement industrielles frappèrent ainsi, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les pays alors les plus évolués : elles se produisirent en 1857, en 1865, en 1873, en 1882-1884 et en 1890-1893. Désormais ce ne sont plus les manques, les sous-productions qui affectent l'activité mais la surproduction, la mévente des marchandises industrielles. Dans l'agriculture même, dès lors mieux armée contre l'avarice de la nature, ce n'est plus la pénurie que l'on appréhende mais surtout l'excédent de denrées provisoirement invendables mais toujours périssables. L'attention se fixe donc sur les crises ; on scrute leurs caractères,

leur espacement et on s'efforce de les prévoir. Ceci préparait, pour l'analyse économique, une nouvelle phase.

Plus le temps passait, plus le repérage des crises conduisait à déceler dans leur survenance une certaine périodicité. On observait aussi des analogies dans l'expansion qui les précédait et dans la phase réparatrice qui y mettait fin. De sorte que la crise apparut comme la phase la plus évidente mais aussi la plus brève d'un *cycle* s'étendant sur plusieurs années. Ceci fut mis en évidence pour la première fois, semble-t-il, par un médecin français attiré par les problèmes économiques : Clément Juglar (1819-1905). On lui doit : *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis* (1862 ; rééd. 1889). Il entendit prouver par l'observation que les crises s'inséraient dans des cycles ; « l'observation seule des faits suffit pour dégager la loi des crises et de leur périodicité ». Ses travaux analysaient surtout des données monétaires.

Longtemps les crises étaient apparues comme des phénomènes anormaux et mal explicables, si ce n'est par des causes accidentelles. La conception cyclique les intégrait dans un mouvement pendulaire affectant les rythmes de l'activité. La survenue de la crise devenait normale puisqu'elle s'intégrait dans le cycle. Au lieu de s'attacher aux seules crises, il faudrait donc analyser l'ensemble de ce que l'on appelle en anglais *trade* ou *business cycle* (cycle commercial ou des affaires).

Cependant déjà une nouvelle conception s'esquissait. Car, à force de raffiner la présentation « du » cycle économique, on finissait par le doter d'une excessive perfection formelle, quasi mécanique. On s'en faisait l'idée d'une sinusoïde que l'on décomposait en quatre phases ; celles-ci se seraient succédé selon un

ordre immuable : après l'expansion (*boom*) surve-  
nait la crise qui déclenchait une dépression. Celle-ci  
s'estompait ensuite pour faire place à une reprise ;  
et ainsi de suite : l'enchaînement reprenait. On le voit :  
à la façon d'un mouvement d'horlogerie, la perfec-  
tion du modèle aurait commandé sa régularité.

Malheureusement pour la valeur interprétative de  
ce schéma, il n'était pas corroboré par l'observation.  
Celle-ci, grâce à des méthodes de mieux en mieux  
affûtées, devenait minutieuse. Un grand nom mérite  
ici d'être cité : celui de W. C. Mitchell (1874-1948).  
Cet économiste américain poussa l'étude empirique  
beaucoup plus loin que ses prédécesseurs. Il fut le  
fondateur du NBER (National Bureau of Economic  
Research) qui, depuis un demi-siècle, a apporté une  
contribution essentielle à l'étude concrète des fluc-  
tuations économiques. C'est lui qui, en particulier,  
continue à enregistrer méthodiquement, tel un sismo-  
graphe, les crises et récessions de l'économie améri-  
caine. Sa liste sert de référence dans les études de  
conjuncture. Expliquons ce vocable.

Car, à l'examen, « le » cycle ne montrait guère de  
régularité : ni son amplitude, ni sa périodicité, ni ses  
« causes » n'étaient suffisamment analogues pour que  
l'on puisse y voir la répétition d'un même phénomène,  
un identique et éternel retour. Certes un cycle écono-  
mique peut présenter des spécificités ; mais si celles-ci  
sont trop importantes, la notion même de cycle perd  
une bonne part de son intérêt. Aussi dut-on renoncer  
à se servir de cette « grille » cyclique, à la manière  
d'un abaque. On se contenta d'une conception plus  
souple ; plus simple aussi. Celle d'un cycle non plus  
à quatre mais à deux temps : la prospérité succédant à  
la dépression, ces phases étant séparées par une crise  
dite seulement « récession » quand elle était de faible  
importance, de peu de gravité. L'alternance de ces

mouvements contrastés de l'ensemble de l'activité prit alors le nom de *conjoncture* ; leur étude aussi, un même terme désignant donc l'objet d'étude et le sujet qui s'y consacre.

« Conjoncture » est un vocable ancien en notre langue. « C'est moins les choses que le temps que l'on considère. Il y a des conjonctures où... » (La Bruyère, *Les Caractères*, X, 5). Et Bossuet voyait dans l'histoire le meilleur moyen de « découvrir ce que peuvent les passions et les intérêts, les temps et les conjonctures » (*Discours sur l'histoire universelle*, Avant-propos).

La conjoncture économique devint un domaine d'étude spécifique. Des instituts d'observation furent créés dans ce but. Une Association des Instituts européens de Conjoncture économique (AIECE) a été fondée en 1957 ; elle groupe une quarantaine d'organismes. Elle tient des réunions de travail semestrielles. A l'exception de l'ISCO (Istituto per la studio della Congiuntura) de Rome et de l'OFCE (Observatoire français des Conjonctures économiques) créé en 1981, à la Fondation nationale des Sciences politiques, pratiquement aucun de ces instituts ne fait figurer le terme même de « conjoncture » dans son intitulé ; dans la plupart des cas, c'est « prévision » qui est le mot clé retenu : la méthode, donc, plutôt que l'objet auquel elle s'applique.

Pour des raisons pratiques — car il s'agit surtout d'élaborer des prévisions utilisables pour asseoir les programmes des entreprises et les interventions des pouvoirs publics — la conjoncture, comme discipline, se consacre essentiellement aux fluctuations brèves, c'est-à-dire à celles dont les phases ascendantes ou descendantes durent d'une à quelques années. Ce délai moyen est en effet celui qui encadre le plus étroitement l'action économique, celle qui est menée

consciemment, directement si l'on peut dire, par les divers sujets.

Entendue en ce sens, la conjoncture ne résume cependant pas tous les mouvements de l'activité. Dans des périodes très courtes — au cours de l'année, du mois, de la semaine et même de la journée — de grandes fluctuations marquent la production. Et à l'autre extrémité du temps, dans la longue période — sur des décennies — apparaissent d'amples variations ; or non seulement elles sont en elles-mêmes dignes d'examen, mais aussi elles permettent de mieux interpréter les fluctuations conjoncturelles auxquelles elles servent de cadre et de support. Ici comme ailleurs, le long terme éclaire le court terme.

Ouvrons une parenthèse. Le cas des économies socialistes appelle une mention particulière. Dès les origines de l'URSS, ses dirigeants se targuèrent de lui éviter à jamais les à-coups néfastes de l'économie capitaliste (1). On vit même, dans les premières années trente, alors que d'épouvantables famines étaient provoquées par la collectivisation forcée de l'agriculture, la propagande stalinienne vanter l'immunité de l'économie soviétique à l'égard de la Grande Dépression qui sévissait en Occident. Cette thèse évidemment outrancière aurait-elle cependant contenu une part de vérité ? L'URSS — et à un moindre degré, car leurs ressources sont moins grandes et moins diverses, les autres économies socialistes — a assurément échappé, non sans lourdes contreparties d'ailleurs, à ce qu'il y avait de spécifiquement capitaliste dans les cycles,

(1) C'est ainsi qu'en écho à cette tradition la constitution de la Tchécoslovaquie affirme (art. 21, al. 2) que « l'ensemble du système économique socialiste ne connaît ni crises économiques ni chômage ».

à ce qui résultait directement des mécanismes de l'entreprise et des marchés. Mais ceci ne va pas jusqu'à exclure de fortes fluctuations de l'activité. On l'a observé à de nombreuses reprises : mauvaises récoltes, bouleversements techniques, conflits extérieurs, guerres intestines pour conquérir le pouvoir ou événements simplement aléatoires sont autant de chocs qui engendrent des oscillations. Ce qui prouverait que l'alternance de ces vagues est inhérente à toute forme d'économie, en particulier industrielle. Les excès ou les erreurs de la planification centralisée peuvent d'ailleurs, à eux seuls, en déclencher. A la façon de chocs erratiques, ils constituent alors une cause de fluctuations particulière aux économies collectivistes.

Enfin, les mouvements extérieurs, c'est-à-dire en provenance des économies capitalistes, sont transmis au monde collectiviste. Ce qui peut s'interpréter de deux manières : soit en considérant que ces dernières économies peuvent de moins en moins s'isoler du reste du monde ; soit en soutenant que toutes les économies développées — à quelque système qu'elles appartiennent — obéissent aux mêmes grandes forces et reproduisent pour l'essentiel, des phases analogues, fût-ce dans la conjoncture même. Ces deux explications peuvent d'ailleurs se combiner.

Ainsi l'ensemble des changements qui constituent la trame économique de nos existences peut-il être étudié sous le terme générique de *fluctuations économiques*. C'est le titre de ce livre. Celui-ci comportera quatre chapitres. Le premier, partant de faits observés, caractérisera les phases d'essor et de dépression. Le deuxième analysera la dynamique de la production et de la demande et esquissera quelques voies d'explications possibles. Un troisième chapitre allant du court au long terme, traitera de la morphologie des

fluctuations de diverses longueurs d'onde. Un quatrième — et dernier — chapitre portera sur les prévisions et les politiques que suscitent ou qu'appellent ces pulsations survenant dans la production et les échanges.

## CHAPITRE PREMIER

### ESSOR ET DÉPRESSION

L'observation d'une longue série de phases conjoncturelles a permis de mieux connaître, de caractériser celles-ci. C'est à cette typologie que nous nous attacherons d'abord. Quoique bien connue maintenant, elle est toujours utilisable, ne fût-ce que comme référence. Cependant la transformation de nos sociétés dans les pays industriels développés — les seuls que la place dont nous disposons nous permette de considérer — ont notablement modifié certains aspects des fluctuations économiques ; nous soulignerons donc ensuite les traits de cette nouvelle face des choses.

#### I. — Typologie des situations conjoncturelles

Partons des faits. Ceux-ci ont été cernés (1) de la manière suivante :

1) Prix et productions — sauf en agriculture — augmentent et diminuent ensemble (et non en sens inverse, comme on aurait pu s'y attendre).

(1) Constat dressé par un groupe d'économistes américains (*Amer. Econ. Rev.*, sept. 1950). Ceci demeure vrai dans les grandes lignes ; sauf à marquer des nuances sur le point 7 *in fine*.

2) La dépense globale en biens *durables* fluctue d'un pour-cent plus élevé que celle qui est consacrée aux biens *non durables*. Ceci est particulièrement vrai de l'investissement (observation faite que les biens capitaux sont un sous-ensemble des biens durables).

3) Production et emploi varient davantage dans les industries de biens durables que dans celles des biens non durables.

4) Production et emploi varient plus dans le bâtiment et l'investissement que dans la production des biens de consommation.

5) Les stocks des entreprises varient davantage que leurs ventes.

6) Le volume de la masse de la monnaie et la vitesse de circulation de cette monnaie varient dans le même sens que la production et l'emploi.

7) Les prix varient de façon dispersée. Certains prix sont rigides ; c'est le cas dans l'industrie. D'autres sont flexibles, en particulier dans l'agriculture.

8) Parmi tous les revenus, ce sont les profits qui sont les plus variables.

A l'exception des questions monétaires, aucun domaine de l'économie n'a, autant que les fluctuations, donné lieu à une aussi grande masse de travaux empiriques, par exploitation de données statistiques. Il serait impossible de citer ne serait-ce qu'un échantillon de ces travaux ; les limites de cet ouvrage lui ôteraient tout caractère représentatif, tant ces publications sont abondantes. Car il s'agit bien de l'ensemble des recherches des instituts de prévision de la conjoncture. D'ailleurs, dans les années trente, la méthode des modèles économétriques qui associe — en une formalisation mathématique — des hypothèses théoriques et des données résultant de mesures statistiques, a d'abord été inventée ou plus exactement

transposée des sciences physiques en économie, pour rendre compte de la genèse et de l'ampleur des diverses phases du « cycle ». Il s'agissait de mesurer les variables au sein de ce cycle et d'estimer les relations unissant ces variables ; un « modèle » est un jeu d'équations assemblant ces relations. La présentation des méthodes et des résultats de l'économétrie n'est pas de notre propos. Bornons-nous aux aspects généraux du problème sans entrer dans les innombrables raffinements de méthode qu'il a suscités.

Nous l'avons dit : le schéma cyclique n'est qu'une commodité pour l'exposition. C'est à la condition de ne pas le prendre en un sens littéral, qu'il ne risque pas d'induire en erreur. Dans la réalité, chaque phase de la conjoncture a ses caractères propres : elle est profondément marquée par les circonstances du temps et des lieux où elle se déclenche et se déroule. Chaque moment d'un cycle est ainsi profondément original. Mais le mouvement d'ensemble obéit à des causes générales qui, elles, sont susceptibles d'analyse et de systématisation.

Citons Mitchell : « Les cycles économiques sont un type de fluctuations qui se rencontre dans l'activité économique globale des nations qui organisent principalement leur activité en entreprises ; les cycles consistent en expansions se produisant à peu près en même temps dans de nombreuses activités ; elles sont suivies de mouvements également généraux de récession, de contraction et de reprise ; ces derniers s'intègrent dans la phase d'expansion du cycle suivant ; l'enchaînement de ces changements est récurrent mais non périodique ; la durée des cycles varie de plus d'un an à dix ou douze ans ; ils ne sont pas divisibles en cycles plus courts de caractère analogue dont l'amplitude approcherait la leur » (A. F. Burns et W. C. Mitchell, *Measuring Business Cycles*, NBER, 1957, p. 3).

Il est un aspect du cycle à la fois complexe et important : le fait que les diverses branches de l'activité ne connaissent pas de fluctuations synchrones. On observe « de nombreuses contractions cependant que l'expansion l'emporte ; et bien des essors,

alors que c'est la contraction qui prédomine » (Mitchell, *What Happens...*, p. 79). Dès lors ce qui donne à la conjoncture sa tonalité, ce n'est pas la stricte analogie des fluctuations des branches : elle n'existe pas ; mais c'est leur plus ou moins grande *diffusion*. Par exemple, plus l'expansion se répand au travers de nombreux secteurs, plus la conjoncture s'anime. Et c'est toujours la diffusion qui fait qu'une contraction s'étend en chapes qui couvrent peu à peu les activités. Comme le degré de la diffusion varie, il décrit ce qu'A. Burns a appelé le « cycle inaperçu » (*unseen*). Or ce cycle ne suit pas, sur le calendrier, les marées de la conjoncture : ainsi le maximum de la diffusion est-il souvent atteint de nombreux mois avant le sommet (ou le creux) repéré sur les indices de la production industrielle ou du PIB.

Dans son ensemble, l'activité économique est constamment — essentiellement même — changeante. Si à très long terme, depuis deux siècles, elle a connu surtout dans nos pays une croissance considérable, elle n'a parcouru cette trajectoire qu'au prix d'amples et continues oscillations. Les poussées de la croissance ne furent jamais régulières ; il y a peu de chances pour qu'elles le deviennent un jour. Le cycle n'est donc jamais un simple balancement autour d'un niveau moyen qui puisse servir de durable référence. Il comporte toujours et inclut en son sein un élément de croissance, fût-ce sous la forme négative d'arrêt de celle-ci, voire de décroissance.

1. **La phase d'expansion.** — L'expansion est un processus cumulatif : elle se nourrit d'elle-même. Ainsi son origine a-t-elle moins d'intérêt pratique que son déroulement. Elle prend naissance dans un accroissement des dépenses de certaines catégories de sujets économiques : ce peuvent être les entreprises, les pouvoirs publics ou les importateurs étrangers. En voici un exemple. Supposons que, dans une économie où règne le marasme, se manifeste — pour une raison proprement démographique — une hausse de la demande de logements neufs (ce fut le cas en 1962